

Eclairage sur l'actualité



De janvier à mai 2013

Par Esther Grève et Olivier Freyre

Un travail d'enfantement qui avance...

L'issue de ces quatre derniers mois marque une situation tout à fait particulière dans l'actualité de notre monde, si bien que les semaines qui sont au-devant de nous vont être déterminantes. Les divers nœuds de conflit au Moyen-Orient ont mûri pour en arriver à un stade qui pourrait changer le visage de cette région, et ainsi affecter plus profondément encore la situation d'Israël, mais aussi du reste du monde. L'actualité de nos sociétés occidentales quant à elle suit un cours qu'il nous appartient de sonder afin de discerner les temps dans lesquels nous sommes.

En tout cela nous pouvons aisément discerner que le travail de l'Ennemi avance, avec tant de morts, de mensonges et d'atrocités à la clé, mais gardons-nous alors d'oublier que cela signifie aussi que l'enfantement messianique avance, et qu'ainsi notre délivrance approche.

Des temps cruciaux et déterminants pour Israël et le Moyen-Orient

Le conflit syrien est sur le point de basculer, mais au travers de lui c'est d'un dénouement général et plus profond dont il s'agit, et qui touche au conflit entre l'Iran et Israël, ainsi qu'à la tension entre les mondes musulmans chiites et sunnites. La guerre en Syrie atteint son paroxysme et toutes les forces concernées sont jetées dans la bataille en ces jours cruciaux. Sur le front syrien sont en effet impliqués le Hezbollah libanais et la « République » islamique d'Iran, et la chute de Bachar Al-Assad signifierait un bouleversement de l'ordre régional au Moyen-Orient. Il nous faut considérer quelques aspects stratégiques pour comprendre ce qui se joue au travers du conflit syrien. Le Hezbollah, la Syrie et l'Iran ne sont rien les uns sans les autres. Le Hezbollah est une puissance de feu directement aux portes d'Israël, la Syrie équipe la milice terroriste en armement et permet le transfert des finances, de la formation et de la logistique depuis l'Iran au Hezbollah, et l'Iran ne peut pas grand-chose sans ses deux alliés ; notamment, si le Hezbollah tombait, l'Iran perdrait sa capacité directe et fulgurante de riposte à une attaque israélienne contre ses installations nucléaires, via le Sud du Liban où est basée la milice terroriste ; une riposte depuis son propre territoire serait bien plus difficile et hasardeuse... C'est donc l'ultime bataille pour la survie de la Syrie qui se déroule, car si elle est vaincue, c'est cet axe puissant ligué contre Israël qui est démantelé. Or, Israël, sortant de sa position de neutralité et de recul, a fait une entrée en scène remarquée dans le conflit syrien ces derniers jours. Il avait clairement averti qu'il réagirait à toute tentative de transfert de l'armement conventionnel et non-conventionnel syrien au Hezbollah car cela signerait son extermination. Et des tentatives de transfert avérées l'ont conduit à effectuer

plusieurs raids au cours de ces derniers jours, dont celui du 5 mai qui a détruit des milliers de kilos de charges explosives, les flammes s'élevant à environ 100 mètres au-dessus du lieu concerné. Or, si Israël était resté mué depuis que la lutte contre Bachar Al-Assad avait commencé, observant un discours prudent de neutralité, il se prononce maintenant ouvertement en faveur de la rébellion syrienne : Gaby Ashkenazi, ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, a déclaré récemment que « l'Occident se doit d'entreprendre quelque chose », et même qu'« il est possible d'aider l'opposition syrienne d'une manière plus concrète ; comme en lui fournissant des armes afin de l'aider à renverser le président syrien Bachar Al-Assad, ou en imposant une zone interdite de survol sur au moins une partie de la Syrie ». Les choses sont donc désormais claires...

Or, les tout derniers développements d'analystes sérieux mettent en lumière ce que signifie une prise de position israélienne dans le conflit syrien. Ces implications vont plus loin que l'effort pour empêcher le transfert d'armes au Hezbollah, et révèlent une stratégie globale d'Israël, en accord avec les Etats-Unis, pour régler simultanément la question de la Syrie, du programme nucléaire iranien et de la milice du Hezbollah. Le stade du programme nucléaire iranien est aujourd'hui clair pour les responsables israéliens ; rappelons qu'à l'Assemblée générale de l'ONU du mois de septembre de l'année dernière, Benjamin Netanyahu avait présenté une ligne rouge qu'il n'était pas concevable que l'Iran franchisse, pour l'existence d'Israël au premier chef, mais aussi pour la sécurité mondiale. Or, l'ex-chef des renseignements militaires israéliens, Amos Yadlin, a déclaré fin avril que « l'Iran a franchi la nouvelle ligne rouge d'Israël » : « Cet été, l'Iran sera au maximum à quelques mois d'une décision sur la bombe et il sera très difficile de l'arrêter ». Il est donc entendu pour les responsables israéliens, et cela a été transmis et traité avec le gouvernement américain, qu'une solution doit être trouvée pour le mois de juillet qui représente un point de non-retour dans le programme nucléaire iranien. Que la proximité de la chute d'Assad coïncide ainsi avec le franchissement inadmissible de la ligne rouge par le programme nucléaire iranien, constitue une fenêtre d'opportunité inédite pour qu'Israël puisse attaquer l'Iran dans les meilleures conditions possibles (car on sait que les Etats-Unis ne l'accompagneront pas mais qu'il sera seul dans cette offensive...). Si Israël intervient ainsi, c'est pour précipiter la chute du régime syrien, et donc des infrastructures syriennes dont l'Iran se sert ; cette chute d'Assad serait aussi celle du Hezbollah contre lequel tous ses ennemis, syriens et libanais, se retourneraient (les rebelles syriens ont déjà tiré des roquettes contre les bases du Hezbollah au Liban). Israël est donc en train de frapper ponctuellement pour détruire les entrepôts des missiles iraniens et russes à destination du Hezbollah et pour œuvrer à la chute d'Assad, en vue d'une intervention en « République » islamique.

L'heure de la confrontation avec l'Iran pourrait être arrivée, avec toutes ses implications régionales, et les différentes parties concernées s'y préparent. Tout d'abord, les raids à répétition d'Israël en Syrie ne suscitent plus les mêmes réactions dans le monde arabo-musulman que les raids du mois de janvier ; rappelons que le ministre libanais des Affaires étrangères avait alors déclaré avec colère : « Il faut affronter Israël par tous les moyens juridiques ; depuis 1948, Israël menace les régimes arabes et leur sécurité », et la Ligue arabe avait exhorté la communauté internationale « à mettre un terme aux agressions continues d'Israël sur les Etats arabes » ; les réactions n'ont rien à voir en ce mois de mai et sont surtout faites pour la forme ou de la part des victimes de ces raids... C'est là le signe que ces opérations et le soutien israélien à l'armée syrienne libre sont loin d'être refusés (pourvu que ce soutien reste secret, par honneur musulman). Nous sommes donc dans un temps tout à fait spécial où les pays sunnites font momentanément taire leur rhétorique anti-israélienne, trop heureux de voir que l'entrée en scène d'Israël sert la rébellion syrienne sunnite... D'autre part, il se trouve que les Etats-Unis sont en train de négocier de gros contrats d'armement avec les monarchies du Golfe pour renforcer de manière conséquente leur puissance militaire : des tractations se déroulent en ce moment avec l'Arabie

saoudite et les Emirats arabes unis, ce qui constitue un signal plus que clair à l'Iran et sonne comme préparatifs de guerre. Les monarchies du Golfe et l'Iran sont en effet des ennemis jurés (à cause de différends territoriaux et des tentatives iraniennes pour renverser les monarchies sunnites). Enfin, les Etats-Unis sont derrière l'Etat juif ; ils n'ont pas fait opposition aux raids en Syrie, contrairement à ce qu'il en avait été précédemment. Et au sénat américain, une loi a été adoptée mi-avril, la Senate Resolution 65, pour assurer à Israël le soutien nécessaire en termes de logistique s'il passe à l'offensive contre l'Iran...

Les jours à venir pourraient donc être déterminants... Or, nous pouvons méditer quels seraient les aboutissements de cette guerre, si elle a lieu, sachant son ampleur, puisqu'elle impliquerait de facto le Liban, la Syrie, l'Iran et Israël, et les pays du Moyen-Orient qui renforcent leur arsenal militaire en ce moment (l'Irak à dominante chiite rentrerait certainement aussi en guerre ; rappelons qu'il consacre 16 milliards de son budget 2013 à la défense ; le Qatar a quant à lui signé un contrat de vente d'armes de 1,89 milliards d'euros avec un groupe allemand, pour 86 chars et des services de modernisation militaire). Jusqu'où irait cette guerre ? Une nouvelle fois, ne pressentirions-nous pas que le Messie est proche, à la porte ?... « *C'est la voix de mon bien-aimé ! Le voici, il vient, sautant sur les montagnes, bondissant sur les collines.* » (*Cantique des cantiques 2:8*)

La seule chose qui pourrait changer la donne et repousser la perspective d'une guerre généralisée au Moyen-Orient (qui ne serait de toute façon que remise à plus tard), c'est le dixième round de négociations entre les grandes puissances et l'Iran qui commencera le 15 mai à Vienne, et ce qui en résultera décidera d'une attaque ou non de l'Iran. Elle revêt donc un aspect tout à fait particulier. Rappelons que les pourparlers de cette première partie de l'année ont été sans résultat, mais l'Iran ne tremblait pas comme il tremble aujourd'hui face à ce qu'entreprend Israël (il a bien vu l'efficacité et la performance des raids en Syrie, et ce que veut dire une implication israélienne dans le conflit syrien...). La « République » islamique se résoudra-t-elle à certaines concessions ? Si des concessions significatives et des mesures sérieuses ressortent réellement de ce round, Israël pourrait renoncer à ce à quoi il se prépare manifestement. Mais la confrontation ne serait que reportée à plus tard car l'Iran ne se plierait que pour un temps, acceptant que l'acquisition de la bombe soit reportée à plus tard... Dans le cas de figure d'un succès des négociations, il resterait la puissance qu'il constitue, arrogante et non-humiliée, narguant l'Occident et poursuivant dans sa volonté d'être leader pour les pays « non-alignés » (quelques 120 pays, presque deux tiers des Nations-Unies, un bloc issu de la guerre froide). Mahmoud Ahmadinejad a par exemple déclaré à l'université du Bénin lors d'une tournée en Afrique de l'Ouest : « Ce n'est pas la bombe atomique qui menace le monde, mais la morale et la culture occidentales en perte de valeurs. Pour sauver leur économie, ils imposent la guerre partout pour couvrir leurs échecs et l'échec du système capitaliste ». Et bien que chiite, la « République » islamique continuerait à chercher un terrain d'entente avec des islamistes aussi radicaux qu'elle comme l'Egypte des Frères musulmans : février marque la réconciliation historique de l'Egypte et de l'Iran, dont les relations étaient nulles depuis 1979 suite à la signature du traité de paix entre Israël et l'Egypte sous la présidence de Sadate. Ahmadinejad a alors notamment déclaré : « Si les deux pays s'unissent, la géographie politique de toute la région risque de changer, ainsi que les équations politiques... Et le reste des pays sera forcé de nous suivre ». Et rappelons que l'Iran est aussi allié avec une puissance nucléaire qui a fait parler d'elle ces derniers mois : la Corée du Nord, nourrissant une même haine anti-occidentale.

Un Moyen-Orient sur le point de changer de visage

Mais si le dénouement proche concernant le conflit syrien et certainement le programme nucléaire iranien sont au cœur de l'actualité moyen-orientale en ces jours, ils ne peuvent éclipser ce qui a cours par ailleurs dans cette région du monde. La mainmise de l'islamisme est en effet

évidente dans les pays dont les régimes autoritaires ont été balayés, attestée par les faits de ces quatre derniers mois. En Egypte, c'est un bras de fer que se livrent le pouvoir des Frères musulmans et ses opposants, qu'ils soient des institutions étatiques ou de simples civils. Ce sont les domaines de la police et de la justice qui se sont dernièrement élevés contre la tentative du pouvoir de les instrumentaliser ou de les purger. En Tunisie, ce qui s'est passé durant ces derniers mois a été du même ordre : le parti laïc a lutté contre la mainmise du parti islamiste Ennahda sur les ministères régaliens (c'est-à-dire constituant les domaines fondamentaux de l'Etat), provoquant une crise politique. Des manifestations se sont déroulées au slogan de : « Le peuple veut une nouvelle révolution ». Ainsi, quand bien même la Syrie d'Assad tomberait ainsi que le Hezbollah, ainsi que l'Iran en tant que potentielle puissance atomique, ce qui se profile n'est pas moins inquiétant pour Israël à terme. C'est en effet une force islamiste qui est en train de prendre place autour de lui. Et si l'axe chiite Iran-Syrie-Hezbollah est trop dangereux pour que ne soit pas saisie l'opportunité qu'il tombe, qu'est-ce qui prendrait place alors ?... Si l'intérêt d'Israël par rapport à la menace directe d'extermination qui pèse sur lui passe par le fait de donner la suprématie aux sunnites, il suffit de constater les forces qui meuvent le monde sunnite pour se rendre compte que l'Etat juif va se retrouver dans un nouveau Moyen-Orient fort inquiétant. Une des plus hautes autorités de l'islam sunnite, le cheikh Youssouf Kardawi, s'est rendu en ce début du mois d'avril dans la Bande de Gaza, proclamant qu'Israël « n'avait pas le droit d'exister », qu'il n'y avait jamais eu de présence juive sur cette terre, et que « la Palestine était destinée à la nation arabe »... Et la puissante organisation islamiste des Frères musulmans qui est au pouvoir en Egypte, est implantée dans quasiment tous les pays du Moyen-Orient, elle travaille à prendre le pouvoir en Jordanie et ailleurs, et arriverait très probablement au pouvoir en Syrie. Le monde sunnite islamiste est tout aussi redoutable à sa manière que les mollahs iraniens chiites et leurs alliés, mais il sait faire avancer ses pions de manière plus dissimulée et diplomatique. Or, il aspire, en particulier via les Frères musulmans, à la restauration du califat, c'est-à-dire l'unification de tous les musulmans dans un même ensemble, sous une même autorité. Un prédicateur islamique, Safwat Higazi, a proclamé le 8 mai 2012 devant des milliers de partisans des Frères musulmans réunis au Caire : « Nous pouvons voir comment le rêve d'un califat islamique est en train de se réaliser, inch Allah, grâce à Mohamed Morsi », poursuivant : « La capitale du califat - la capitale des Etats-Unis des Arabes - sera Jérusalem, Inch Allah », pour finir par entonner avec la foule le chant : « Des millions de martyrs marchent vers Jérusalem ». Celui qui est devenu président d'Egypte déclarait en 2010 : « Les sionistes n'ont aucun droit à la terre de Palestine [...]. Ce qu'ils ont pris avant 1947-48 constitue un pillage, et ce qu'ils font maintenant, c'est une continuation de ce pillage ». Il se pourrait donc qu'Israël ait à terme à faire face à un monde sunnite l'encerclant de toutes parts et s'unifiant pour faire du Moyen-Orient la terre de domination exclusive de l'islam, impliquant ainsi sa disparition. On ne saurait donc voir dans le consensus qui s'impose ces jours-ci entre pays sunnites et Israël la promesse d'un dialogue futur ; c'est même pour mieux parvenir à ses fins que le monde musulman sunnite profite de manière opportuniste du soutien israélien inespéré en Syrie...

Par ailleurs, les retombées des événements actuels au Moyen-Orient risquent d'être lourdes pour les pays occidentaux. Le chef de la diplomatie britannique William Hague a fait remarquer que la Syrie était « la destination numéro un des djihadistes du monde entier » ; toute une génération de combattants pour Allah est ainsi en train d'être formée sur le terrain. « Ils ne représentent peut-être pas de menace pour nous quand ils se rendent en Syrie, mais, s'ils survivent, certains peuvent revenir endurcis sur le plan idéologique et avec l'expérience des armes et des explosifs ». C'est une évidence. La prise d'otages la plus spectaculaire de ces dix dernières années a eu lieu en Algérie en ce mois de janvier, et il s'agissait d'un groupe salafiste disposant d'un véritable arsenal avec missiles, lance-roquettes, grenades, fusils-mitrailleurs ! Et la course à l'armement dont nous

sommes spectateurs en ces jours est plus qu'inquiétante lorsque l'on imagine en quelles mains peuvent tomber les arsenaux militaires d'Etats ; en Irak ont eu lieu des attaques d'envergure par Al-Qaïda : que pourrait-il arriver ? Et il a fallu une intervention militaire française au Mali pour venir à bout des djihadistes, auxquels étaient parvenus des éléments de l'arsenal militaire libyen grâce au « printemps arabe » !

La relance du processus de paix en échange de la coopération américano-israélienne

On constate ces derniers temps un apaisement surprenant des relations américano-israéliennes qui auraient plutôt dû aller dans le sens d'une tension croissante, après la réélection de Barack Obama en défaveur duquel Netanyahu s'était clairement positionné. Et Obama n'avait pas du tout apprécié l'insistance israélienne pour lui forcer la main sur le dossier iranien, voulant s'en tenir pour sa part aux négociations pacifiques. Lors d'une interview, le président américain déclarait encore en janvier, pour peser de son influence sur la campagne électorale israélienne : « Israël ne sait pas ce que sont ses intérêts vitaux », affirmant qu'en restant dans la ligne politique de Netanyahu, « Israël s'isolerait encore plus sur le plan international ». Mais le ton a changé depuis quelques temps. La visite dernièrement d'Obama en Israël et dans les Territoires disputés avait été ponctuée de propos plutôt mesurés de la part du président américain, n'exigeant pas un gel des constructions israéliennes et appelant les responsables palestiniens à reprendre les négociations sans condition préalable. Et ce qui s'observe ces jours-ci est un soutien évident de la première puissance à l'Etat juif. Il semblerait donc qu'Israël et les Etats-Unis aient trouvé un terrain d'entente. Et ce sur le plan de la question iranienne, mais aussi du processus de paix israélo-palestinien : Obama avait clairement dit qu'il accepterait d'être aux côtés d'Israël face à l'Iran (mais pas en une attaque militaire conjointe) si Israël reprenait les négociations de paix... Et tandis qu'au cours de ces derniers mois, la reprise du processus de paix a semblé impossible, les derniers jours marquent un changement notable, ce qui laisse supposer que des discussions ont fait avancer les choses. Dans quelle voie Israël va-t-il donc s'engager ces prochains temps ?... Une chose est sûre : le gouvernement actuel n'est plus ce qu'il était avant les élections anticipées de janvier, et Netanyahu est obligé de prendre en compte dans sa coalition les voix de ceux qui font de la reprise du processus de paix une priorité. De son côté, l'Autorité palestinienne a affirmé qu'elle interrompait ses démarches visant à saisir Israël devant la Cour pénale internationale et à rentrer dans toutes les institutions de l'ONU, à condition qu'Israël cesse de construire dans la zone entre Jérusalem et Maalé-Adoumim ; elle accepte ainsi de « donner une chance » à la tentative américaine de relancer les négociations. L'initiative américaine comprend le transfert aux Palestiniens du contrôle sécuritaire de plusieurs ensembles des territoires disputés ainsi que de localités palestiniennes proches de Jérusalem, et une reconnaissance par le monde arabe en général du caractère juif de l'Etat d'Israël. Et la décision récente de la Ligue arabe est applaudie de toutes parts : elle a modifié son approche du conflit pour ne plus exiger d'Israël un retrait total aux frontières de 1967, acceptant un possible échange de territoires.

Mais quel engagement de paix peut-on attendre de la part d'un Mahmoud Abbas qui nie la Shoah, glorifie le terrorisme, et dont les collègues nourrissent la même haine exterminatrice que l'Iran ? En avril, on apprenait en effet que l'Autorité palestinienne continue de verser des salaires aux terroristes emprisonnés en Israël dont certains ont du sang sur les mains, à raison de 2800 à 3300 dollars par mois ! Tous les pays attachés à soutenir financièrement l'Autorité palestinienne le savent pertinemment, mais le secrétaire d'Etat américain John Kerry se déclarait encore fin avril en faveur d'un plan économique « global » pour soutenir l'économie palestinienne et pour la construction de grandes infrastructures ! Et le logo de l'« Etat de Palestine », qui a paru en ce début d'année, est sans équivoque quant au but recherché, présentant la carte de l'ensemble de la terre d'Israël comme appartenant aux Palestiniens. Enfin, le 8 mai, le vice-secrétaire du Fatah et

ancien chef des services de sécurité de l'Autorité palestinienne Djibril Rajoub s'est prononcé contre le « jeu des négociations avec Israël », en déclarant : « Je jure que si nous avons l'arme nucléaire, nous l'aurions utilisée dès ce matin » ! Il n'y a pas besoin d'en dire plus...

Un Occident séduit

Mais la situation du Moyen-Orient ne peut éclipser ce qui s'observe dans le reste du monde et qui rejoint ce qu'il se passe au Moyen-Orient... Des *esprits de démons* comme en parle l'Apocalypse vont vers les rois de la terre et vers les nations pour les préparer pour le combat du grand Jour du Dieu tout-puissant (*Apocalypse 16:14*), et le monde apparaît comme s'étant déterminé. Dans l'*Eclairage sur l'actualité* de septembre 2012, nous parlions de certains événements comme de coups de shofar aptes à permettre un sursaut des nations face à l'antisémitisme et au rejet d'Israël notamment. Mais aucune réaction n'a eu lieu, et l'on peut donc constater que c'est comme si les jeux étaient faits... Ainsi, alors que le Moyen-Orient, après la chute de l'axe chiite, pourrait voir émerger un monde sunnite qui marcherait vers l'unification et l'alliance contre Israël, le monde occidental semble, dans son évolution, avoir scellé son orientation dans la même direction : être prêt à faire partie de la montée de toutes les nations contre le pays sur lequel l'Eternel, ton Dieu, a continuellement les yeux, du commencement à la fin de l'année.

C'est à la faveur de la crise économique et financière qu'en Europe, les partis d'extrême-droite relèvent la tête. Les gouvernements peinent à appliquer des mesures d'austérité sur le modèle de l'Allemagne (consistant à réduire le montant des retraites, des aides sociales, à réformer la bureaucratie et rallonger le temps de travail), sachant bien qu'ils perdront leur électorat car les populations européennes ne peuvent envisager de renoncer au mode de vie dans lequel elles se sont installées. C'est ainsi qu'elles choisissent des bords politiques qui ne toucheront pas aux « acquis sociaux », ou les extrêmes qui promettent le salut. La séduction de ces deux voies, et la place des extrêmes qui sera certainement de moins en moins négligeable, entraîne la résurgence de l'antisémitisme et des idées d'extrême-droite. En Autriche, 42% des personnes interrogées lors d'un sondage publié à l'occasion des 75 ans de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie estiment que « tout n'allait pas si mal sous Hitler » ! En Hongrie, à la veille de la tenue du Congrès juif mondial qui se déroulait à Budapest début mai, 1000 membres de l'extrême-droite antisémite « Jobbik » se sont rassemblés, et en Grèce, le parti néo-nazi « Aube dorée » a encore eu des déclarations fracassantes. Et la lutte contre l'antisémitisme (qu'il soit d'extrême-droite ou des minorités musulmanes) est si insignifiante qu'on ne pourrait citer que de belles paroles sans répercussion sur le terrain. L'exemple le plus criant est celui de la France : les statistiques sur les incidents antisémites, incidents que l'on promettait de combattre depuis la fusillade de Toulouse l'année dernière, présentent une augmentation de 58% en 2012 !

Bientôt prêts à être rassemblés pour la guerre finale, oui, c'est bien le cas des pays occidentaux. L'Union Européenne a condamné en février la « colonisation » israélienne dans les territoires disputés comme « systématique, délibérée et provocatrice ». Les boycotts intellectuels d'Israël sont réguliers, dans des universités (en Irlande par exemple) ou par des chercheurs de renom (dernièrement, le physicien Stephen Hawking). Dans le Sunday Times, une ignoble caricature a paru le jour de la commémoration internationale de la Shoah, représentant un Benjamin Netanyahu sanguinaire en train de bâtir un mur ruisselant du sang de Palestiniens piégés dans cette construction, brandissant à sa main une truelle ensanglantée ! Et cette information ne nous étonnera pas : l'ambassadrice américaine à l'ONU Susan Rice a avoué que la majeure partie de son travail consiste à défendre la légitimité de l'Etat d'Israël... Les positionnements en faveur de l'« Etat de Palestine » sont au contraire nombreux : la Finlande et le Danemark ont par exemple

annoncé l'amélioration du statut des missions diplomatiques palestiniennes dans leurs pays, élevé au même rang que celui des autres pays.

C'est aussi à l'islamisme que l'Occident laisse un chemin se frayer. En Croatie a eu lieu l'inauguration d'un centre islamique, à l'occasion de laquelle le chef de la délégation de l'UE, Paul Vandoren, a déclaré : « Le multiculturalisme et la diversité font partie de valeurs fondamentales sur lesquelles est fondée l'Union européenne ». La pression pour laisser place aux valeurs islamiques est constante : en Belgique, suite à l'arrestation de plusieurs membres de Sharia4Belgium, le cheikh Omar Bakri Mohammed, chef fondateur du groupe djihadiste Al-Muhajiroun, a déclaré dans une interview : « Les musulmans de Belgique sont des braves gens, mais avec ce genre d'actions et tous ces interdits sur le port des vêtements ou du voile, ils reçoivent un signal : vous menez une véritable lutte contre l'islam ! Et nous continuons à vous voir comme nos voisins amis ? Vous ne pouvez pas jouer avec le feu. » Et les Américains semblent avoir choisi leur camp : un analyste constate que les chiffres concernant l'antisémitisme aux Etats-Unis sont bien plus élevés que ceux reflétant l'hostilité à l'islam (« islamophobie »), malgré les attentats. Cela peut symboliser le virage désormais pris par l'Occident...

Enfin, la question des « droits » des homosexuels a vu une nette avancée au travers des déclarations de certains *rois de la terre*... C'est lors de son discours d'investiture qu'Obama a loué les progrès qui ont été faits pour les « droits » des homosexuels, marquant une première dans l'histoire de ces discours ! Hillary Clinton a pour sa part proclamé : « Les Américains LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels) sont nos collègues, nos professeurs, nos soldats, nos amis, nos proches. Ce sont des citoyens égaux aux autres, avec les mêmes droits que les autres. Et cela inclut le mariage. » Et malgré l'opposition d'une majorité de Français selon ce qu'ont établi plusieurs sondages, malgré une mobilisation historique aux mois de janvier et de mars, ayant rassemblé à Paris par deux fois jusqu'à 1,4 million de personnes, le projet de loi du « mariage pour tous » de François Hollande est passé définitivement le 23 avril. Le 4 janvier, le ministre de l'Education nationale demandait déjà à l'ensemble des recteurs « de s'appuyer sur la jeunesse pour changer les mentalités » sur la question de « l'identité de genre ». Et la députée PS Julie Sommaruga a fait passer un amendement qui rend obligatoire, dès la prochaine rentrée scolaire, l'enseignement de la théorie du genre pour tous les élèves à partir de 6 ans !

Ainsi, l'Occident semble s'être déterminé, prenant le chemin qui va le pousser à faire partie de l'ultime révolte contre Dieu. Plus le temps passe, plus l'Occident *de fer* aux rêves de suprématie s'affaiblit, et plus le cauchemar de l'alliance et de la soumission aux puissances islamiques argileuses (auxquelles il a choisi de laisser la porte ouverte) approche. N'approchons-nous donc pas du temps de l'accomplissement de cette Parole de l'Apocalypse parlant d'une *heure de la tentation qui va venir sur le monde entier, pour éprouver les habitants de la terre (Apocalypse 3:10)* ? Plus que jamais nous sommes donc appelés à garder *la parole de la persévérance* qui est en Jésus, plus que jamais nous sommes donc appelés à sortir de cette génération de péché afin de ne pas risquer d'être enlacés par sa séduction, et plus que jamais nous sommes appelés à tenir ferme afin que personne ne nous *ravisse à son gré le prix de la course* et prenne notre *couronne* ! Que l'Eternel fasse donc de nous des *vainqueurs*, qui seront trouvés veillant et priant par Celui qui vient bientôt. Et que Celui qui *ne sommeille ni ne dort* mais *garde Israël* trouve en nous cette prière qui nous unira à la destinée et à l'espérance de nos pères : *Éternel, ramène nos captifs comme des torrents dans le Négueb. Ceux qui sèment avec larmes moissonneront avec cris de triomphe. Celui qui s'en va en pleurant, quand il porte la semence à répandre, s'en revient avec cris de triomphe, quand il porte ses gerbes. (Psaumes 126:4-6)*